

IL PRÉPARE SON RETOUR À LA TÊTE DE L'EXÉCUTIF

Ce que cache la sortie d'Ouyahia

«Les recettes des hydrocarbures ont chuté de 50% alors que les besoins du pays restent importants. Il faut cesser avec le populisme et dire la vérité aux Algériens () Ne pas masquer les dangers du futur.» Cela, ce n'est pas un leader de l'opposition qui le dit, mais le patron du RND et directeur de cabinet de la présidence de la République, Ahmed Ouyahia. C'est une lourde charge contre le gouvernement Sellal qui est tout, sauf une improvisation de circonstance.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - La déclaration d'Ouyahia, faite samedi dernier devant les cadres d'Alger de son parti, était destinée plus aux médias et à l'opinion publique qu'à son auditoire du jour.

Et parce que c'est Ouyahia, l'on ne peut, en aucune manière, mettre cette sortie sur le compte de la manœuvre politicienne d'un chef de parti politique. L'homme qui s'est toujours identifié à l'Etat, ne se serait jamais permis une attaque aussi frontale à la politique économique du gouvernement.

Or, il était allé, samedi dernier, jusqu'à comparer le discours ambiant à celui prévalant au milieu des années 80 : «Avant la crise de 1986, le premier responsable de l'exécutif d'alors rassurait les Algériens sur la capacité du pays à affronter la crise et à anticiper. La suite est connue de nous tous.»

La comparaison ici est assez précise pour ne pas concerner Abdelmalek Sellal. «Il ne sert à rien de dire aux Algériens que tout

va bien. Ce n'est pas la solution.»

En clair, Ahmed Ouyahia dénonce publiquement toute la politique du gouvernement et sa gestion depuis la brutale chute des prix du baril, fin 2014.

En connaissance de cause, de par la très haute fonction qu'il occupe actuellement au niveau de la présidence et pour avoir été plusieurs fois aux commandes de l'exécutif depuis 1995, Ouyahia tire même la sonnette d'alarme.

Il fait ainsi ce double constat amer que d'abord, la crise qui affecte les prix des hydrocarbures est appelée à durer et, qu'en parallèle, la politique actuelle pour y faire face n'est pas du tout appropriée.

Le plus grave, suggère-t-il encore, est l'émergence d'une nouvelle mentalité dans le pays et qui méprise toutes les nobles notions comme l'effort et le travail, pour favoriser la rente, le gain facile, l'importation à outrance, etc. «Il faut révolutionner les mentalités», assènera Ouyahia.

En d'autres termes, il faut opter pour une nouvelle politique,

radicalement différente de celle en cours et, donc, changer de gouvernement. Un vrai changement et non plus des rafistolages comme aux deux derniers remaniements qui ont fait la part belle aux technocrates.

En réalité, ce changement de gouvernement devait intervenir au lendemain de la présidentielle. Mais ce n'est que partie remise.

La chute des prix des hydrocarbures, le «cas Gaïd Salah», ainsi que le décalage de la révision de la Constitution qui devait avoir lieu en avril dernier étaient les principales raisons de l'ajournement du changement du gouvernement.

Le dernier gouvernement de Abdelmalek Sellal, annoncé en mai dernier, en est la... preuve ! En fait, et parce qu'appelé à ne durer que quelques mois, sa constitution était entièrement l'œuvre de... Abdelmalek Sellal. Une première en la matière.

«C'est Sellal, seul, qui a nommé tous les ministres et qui en a dénommé d'autres», nous confirme une source sûre. «C'est que le vrai gouvernement verra le jour à la rentrée.

Au plus tard vers décembre. Et la chose est même tranchée en haut lieu : ce sera Ahmed Ouyahia», nous ajoute-t-on.

En fait, le retour de Ahmed Ouyahia au-devant de la scène était décidé, déjà, dès la fin 2014. Il devait d'abord retrouver son poste de patron du RND avant de



Photo : NewPress

Ahmed Ouyahia, SG du RND et directeur de cabinet de la présidence.

reprendre la tête de l'exécutif. «Il aura pour mission de conduire un gouvernement de coalition, constitué de ministres majoritairement partisans. D'où son initiative consistant en la constitution d'un pôle politique autour des partis qui soutiennent Bouteflika.»

Certains n'écartent pas l'intégration du (revenant ?) parti islamiste, MSP, à ce regroupement. «Mokri n'était pas allé à la présidence que pour plaider la cause humanitaire de son "frère" Morsi. Il ne faut pas oublier la menace que constitue désormais pour lui, un certain Aboudjerra qui, lui, est

ouvertement favorable au retour de partis islamistes au gouvernement». Et dans un parti comme l'ex-Hamas, la composition avec le pouvoir est une raison d'être.

«La base du parti, habituée à la position de confort qui était sienne durant des années, commence à montrer des signes d'impatience.

Ce n'est pas un hasard si le gros des troupes de Taj de Amar Ghoul viennent du MSP, justement.» C'est dire qu'à la rentrée, bien des recompositions sont à prévoir...

K. A.

BOUIRA

Un terroriste
abattu
à Djebbahia

Agissant sur des renseignements faisant état d'un mouvement terroriste dans la région de Boulerbah, dans la commune de Djebbahia, à 30 kilomètres au nord-ouest de Bouira, les forces de l'ANP ont réussi au cours d'une embuscade tendue à ce groupe terroriste, au lieu-dit Kaf Lehsane, un sentier qui débouche directement sur la forêt de Sidi-Yahia, dans la région de Aïn Bessem, fief des terroristes d'Aqmi, à mettre hors d'état de nuire un terroriste et à récupérer son arme de type kalachnikov, a-t-on appris hier de sources sûres.

Selon nos sources, le corps du terroriste âgé entre 30 et 35 ans, et qui se déplaçait seul, probablement en éclaireur, a été transféré à la morgue de l'hôpital de Lakhdaria pour identification.

Rappelons que durant la semaine dernière, un attentat terroriste manqué contre une patrouille de la police au centre-ville de Bouira a été revendiqué par l'organisation terroriste Aqmi de Abdelmalek Droudkel.

Deux jours plus tard, un groupe terroriste probablement de la même organisation terroriste Aqmi a fait une incursion au village Krarib de la commune d'Aomar dont les habitants ont été délestés de leur argent et de la nourriture.

H. M.

AU LENDEMAIN DE L'ENTERREMENT DES VICTIMES

Calme et appréhensions
à Ghardaïa

La vie reprend ses droits timidement dans la vallée du M'zab après l'enterrement, samedi, de la vingtaine de victimes du cauchemardesque assaut de mercredi dernier à Guerrara.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Que ce soit au chef-lieu de wilaya, Ghardaïa, à Guerrara ou encore à Berriane, théâtre de sanglantes émeutes la semaine écoulée, la vie reprend ses droits.

Certes, le rythme est loin de celui des années d'or des oasis de la vallée, mais les gens s'astreignent quand même à panser les blessures et à vaquer, chacun, à ses occupations. Avec, il est vrai, l'esprit toujours branché aux apocalyptiques derniers jours qu'il est difficile d'oublier pour ne pas dire impossible d'effacer de la mémoire.

Les commerçants ont commencé à ouvrir leurs échoppes et la circulation automobile a repris ses droits à la faveur du dégagement des divers accès et autres ruelles des villes, théâtre des sanglants affrontements dont les stigmates «physiques» sont toujours visibles.

«Déjà que les maisons et autres locaux incendiés en 2008 sont toujours à leur état initial, il ne faut pas s'attendre à ce que les nouveaux dégâts enregistrés dernièrement soient dégaçés de sitôt», affirme à partir de Guerrara, Mohamed Dabouz, cadre local du RCD. Pour lui, «le traumatisme de ces dernières tueries est tellement profond qu'il faudra du temps pour que les gens, notamment les familles et proches des victimes, reprennent leurs esprits et fassent leur deuil».

Notre interlocuteur, qui nous fera part d'une présence remarquée des policiers et autres gendarmes aussi bien à l'entrée qu'à l'intérieur des villes de la vallée, ne manquera pas d'exprimer ses appréhensions quant aux toutes dernières mesures des pouvoirs publics. «S'il y a un tout premier responsable du drame qui nous frappe, c'est bel et bien le pouvoir et c'est pour cela que les citoyens sont sceptiques quant aux interpellations opérées jeudi en soirée».

Des interpellations qui, pour lui, «épargneraient les véritables auteurs et commanditaires des émeutes et autres tueries». D'où, regrettera-t-il, le risque d'un calme «éphémère»

et «trompeur», arguant que «les gens ici dans la vallée du M'zab, considèrent majoritairement que le pouvoir ne fait que recourir à «des solutions de diversion pour se laver de toute responsabilité».

Mission
parlementaire du PT

Par ailleurs, des députés du Parti des travailleurs (PT) se sont rendus, hier dimanche, à Ghardaïa.

Ils ont eu, à leur arrivée, une toute première rencontre avec les représentants des deux communautés de la région. Ceci avant de poursuivre leur mission en s'entretenant avec d'autres acteurs locaux et probablement même les autorités locales.

Cette virée parlementaire du PT dans la vallée du M'zab a été précédée, il y a quelques jours, d'une mission similaire de députés du FFS.

Ceci dans l'attente que l'instance de concertation et de suivi de l'opposition (ICSO) ne leur emboîte le pas pour y dépêcher, à son tour, une délégation de ses représentants.

Un principe convenu lors du sommet de l'instance jeudi dernier exclusivement consacré à

la situation explosive dans la région pour «signifier la solidarité de l'opposition avec les citoyens de la vallée du M'zab».

Et pas que cette mesure puisque l'Icso, et tout en décrétant un deuil national, exige une commission d'enquête indépendante composée de personnalités nationales pour faire la lumière sur les événements et les manquements enregistrés dans leur traitement.

Elle accuse, également, le pouvoir de «manquer de prévoyance, d'avoir abandonné ses devoirs constitutionnels dans la sécurité des biens et des personnes et l'ignorance des réalités et leur traitement via des mesures qui ne font qu'accroître le pourrissement au lieu de solutions politiques».

Pour elle, l'incapacité du pouvoir dans le traitement de la crise de Ghardaïa est une des «facettes de la crise multidimensionnelle de régime», exhortant les citoyens de Ghardaïa à plus de calme, de dialogue et de vue commune, avec davantage d'éveil pour éviter que ceux qui veulent attenter à l'unité de la Nation n'investissent localement et à l'extérieur dans ces différends ».

M. K.